

28070


 OFF  
 A11E8  
 83/44  
 [5]

# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 6 JUILLET 1912.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2159

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt juin 1912, de nommer M. J. Elzéar Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, commissaire "per dedimus potestatem", pour le district de Roberval. 2669

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinziesme jour de juin 1912, de nommer MM. Antoine Alfred Duteau de Grandpré, et Joseph O. Dauphinais, de la cité de Sorel, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix pour le district de Richelieu. 2671

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingtième jour de juin 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Israel Rosenberg, éditeur du "Eagle Publishing Co.", Carl Rosenberg, marchand, Georges Henri Martineau, médecin, J. Alfred Pion, entrepreneur, de Montréal.

District de Rimouski.—M. Joseph St. Amant, cultivateur, de Cedar Hall, comté de Matane.

### PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 6th JULY, 1912.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2160

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth of June, 1912, to appoint Mr. J. Elzéar Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, commissioners "per dedimus potestatem", for the district of Roberval. 2670

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifteenth day of June, 1912, to appoint Messrs. Antoine Alfred Duteau de Grandpré, and Joseph O. Dauphinais, of the city of Sorel, joint prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Richelieu. 2672

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of June, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Israel Rosenberg, editor of the "Eagle Publishing Co.", Carl Rosenberg, merchant, Georges Henri Martineau, physician, J. Alfred Pion, contractor, of Montreal.

District of Rimouski.—Mr. Joseph Saint Amant, farmer, of Cedar Hall, county of Matane.

District de Chicoutimi.—MM. Joseph Audet et Etienne Coulombe, cultivateurs, de Saint-Gédéon, Narcisse Trottier, Alfred Villeneuve, Siméon Théberge, Arthur St Jean, Elie Lévesque, Félix Grondin et Charles Laganière, cultivateurs, de Normandin, comté de Lac Saint-Jean.

District d'Arthabaska.—M. James Atkinson Wadleigh, cultivateur, de Ulverton, comté de Drummond, Octave Gaudet, marchand, et J. Edouard Alain, comptable, de Victoriaville.

District de Montmagny.—M. Napoléon Caron, cultivateur, de Saint Paul du Buton, comté de Montmagny.

District de Beauce.—MM. Aimé Gagnon, marchand, François Gosselin et François Laflamme, cultivateurs, de Saint Léon de Standon, Xavier Vaillancourt et Johnny Reny, cultivateurs, de Saint Prosper, comté de Dorchester.

District de Trois-Rivières.—M. Borromée Larièvre, cultivateur, de Lemieux Station, comté de Nicolet. 2675

District of Chicoutimi.—Messrs. Joseph Audet and Etienne Coulombe, farmers, of Saint Gédéon, Narcisse Trottier, Alfred Villeneuve, Siméon Théberge, Arthur St. Jean, Elie Lévesque, Félix Grondin, and Charles Laganière, farmers, of Normandin, county of Lake Saint John.

District of Arthabaska.—Messrs. James Atkinson Wadleigh, farmer, of Ulverton, county of Drummond, Octave Gaudet, merchant, and J. Edouard Alain, accountant, of Victoriaville.

District of Montmagny.—Mr. Napoléon Caron, farmer, of Saint Paul du Buton, county of Montmagny.

District of Beauce.—Messrs. Aimé Gagnon, merchant, François Gosselin and François Laflamme, farmers, of Saint Léon de Standon, Xavier Vaillancourt and Johnny Reny, farmers, of Saint Prosper, county of Dorchester.

District of Three Rivers.—Mr. Borromée Larièvre, farmer, of Lemieux Station, county of Nicolet. 2676

### Proclamation

Canada, }  
Province de } F. LANGELIER  
Québec. }  
L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le seize juil et n il neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept août prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le seize juillet courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quatrième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

L.-P. GEOFFRION

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
272 Québec.

### Proclamation

Canada, }  
Province of } F. LANGELIER  
Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the sixteenth of July, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-seventh of August next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the sixteenth of July instant, and hereby convene you for the TWENTY-SEVENTH OF AUGUST next, and accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this fourth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION

Clerk of the Crown in Chancery,  
272 Québec.

## Avis du Gouvernement

No. 1738.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 26 juin 1912, de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Sainte-Flavie, comté de Matane, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, les Nos 446, 471 à 475 inclusivement du 3ième rang ;

2° De la municipalité scolaire de Mont Joli, même comté, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, les Nos 464 à 470 inclusivement, aussi du 3ième rang, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi, de la rivière Métis, même comté.

2655

No. 1487-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 26 juin 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Témiscamingue, comté de Pontiac, les biens-fonds ayant au cadastre officiel des cantons unis de Laverlochère et Baby, les Nos 48 à 52, inclusivement, du 1er rang, et de les annexer de nouveau à celle de Laverlochère et Baby, même comté.

2653

No. 3095.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Erection de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 26 juin 1912, de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Canton-Buckingham, comté de Labelle, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du Canton-Buckingham, les Nos 1 à 8 inclusivement des 3e et 4e rangs ;

2° De la municipalité scolaire de Notre-Dames-Neiges de Masson, même comté, les biens-fonds ayant aussi au cadastre officiel du canton Buckingham les Nos 1 à 7 inclusivement des 1er et 2e rangs, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Buckingham-Est, dans le même comté.

2649

No 4550-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 25 juin 1912, d'annexer la municipalité scolaire catholique de Limoilou à la municipalité scolaire catholique de la cité de Québec.

2651

No. 485.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 26 juin 1912, de détacher des municipalités scolaires d'Ely-Sud, Ely-Nord et Melbourne tout le territoire compris dans les limites assignées à la paroisse de Saint-Théophile d'Ely par proclamation publiée

## Government Notices

No. 1738.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundary of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th June, 1912, to detach :

1. From the school municipality of Sainte Flavie, county of Matane, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, the Nos. 446, 471 to 475 inclusively, of the 3rd range ;

2. From the school municipality of Mont Joli, same county, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie, the Nos. 464 to 470 inclusively, also of the 3rd range, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Saint Rémi de la rivière Métis, same county.

2656

No 1487-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundary of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 26th June, 1912, to detach from the school municipality of Temiscamingue, county of Pontiac, the lots bearing on the official cadastre of the united townships of Laverlochère and Baby, the Nos. 48 to 52, inclusively, of the 1st range, and to again annex same to that of Laverlochère and Baby, same county.

2654

No. 3095.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 26th June, 1912, to detach:

1. From the school municipality of the Township-Buckingham, county of Labelle, the lots bearing on the official cadastre of the township Buckingham the Nos. 1 to 8 inclusively of the 3rd and 4th ranges ;

2. From the school municipality of Notre-Dames-Neiges de Masson, same county, the lots bearing also on the official cadastre of the township Buckingham the Nos. 1 to 7 inclusively of the 1st and 2nd ranges, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, under the name of Buckingham-East, in the same county.

2650

No. 4550-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundary of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 25th June, 1912, to annex the catholic school municipality of Limoilou to the catholic school municipality of the city of Québec.

2652

No. 485-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 26th June, 1912, to detach from the school municipalities of Ely South, Ely North and Melbourne, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the parish

dans la "Gazette Officielle" du 4 novembre 1905, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Théophile-d'Ely, dans le comté de Shefford.

2647

La compagnie "Union Special Machine Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William L. Bond, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 juin 1912.

2673

La compagnie "The Moffat Stove Company of Weston, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James Somerville Moffat, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 3 juillet 1912.

2717

No 2199-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 juillet 1912.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École Normale Laval, à Québec, mercredi, le 21e jour d'août 1912, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au 12e jour d'août prochain, à M. J. N. Miller, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

2697

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juin 1912, à la compagnie "The Quebec Land Company", par lesquelles elle a été autorisée à réduire son capital de trois cent mille piastres (\$300,000.00) au montant de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

2691

of Saint Théophile d'Ely by proclamation published in the "Official Gazette" of the 4th November, 1905, and to erect same into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Saint Théophile d'Ely, in the county of Shefford.

2648

The "Union Special Machine Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William L. Bond, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 27th June, 1912.

2674

The "Moffat Stove Company of Weston, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James Somerville Moffat, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 3rd July, 1912.

2718

No. 2199.11.

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 4th July, 1912.

Notice is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval Normal School, in Quebec, on Wednesday, the 21st day of August, 1912, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 12th day of August next, send a request for that purpose, to Mr. J. N. Miller, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

2698

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1912, to "The Quebec Land Company" by which it has been authorized to reduce its capital from three hundred thousand dollars (\$300,000.00) to thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2692

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Louis Philippe Normand, médecin chirurgien, Charles Numa de Blois, médecin-chirurgien, Isaïe Horey de Grandmont, rentier, Pierre Lucien Carignan et Emile Donat Carignan, manufacturiers, tous de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Faires les affaires d'immeubles, à commission ou autrement, dans toutes ses branches ;

Acquérir des propriétés par achat, échange, bail, ou de toute autre manière, et posséder, cultiver, arpenter, subdiviser en lots avec rues, ruelles et carrés ou parcs, les développer, améliorer, louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce de propriétés immobilières et terrains, sous culture ou non, et tous les intérêts y ayant rapport ;

Construire, ériger, bâtir, et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir des aqueducs et plants électriques, dans les limites de la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Magdeleine, pourvu que tels aqueducs et plants électriques soient faits, construits, érigés, bâtis et maintenus avec l'assentiment et conformément aux règlements du conseil de la municipalité où ils seront ainsi faits, construits et exploités ; ainsi que des drainages, égouts, chemins, quais, ponts, et autres moyens de communication, maisons, moulins, fabriques, manufactures, et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles, et les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquelles ils existent ou existeront ;

Manufacturer des appareils de toutes sortes ; droit de bâtir des hôtels, sanatoriums, stations thermales, les acheter, exploiter, ou autrement en disposer ;

Acheter des sources d'eau minérales, les exploiter, et en disposer par échange, vente, ou de toute autre manière ;

Acheter des mines, minérales, minéraux, tourbes, acres (mines de peinture), les exploiter, et en disposer par échange, vente, ou de toute autre manière ;

Exploiter des autobus, automobiles, yachts à gazoline, bâtir tous genres de vaisseaux ;

Avancer des agents au moyen de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune partie des propriétés de la compagnie, pour aider à l'érection des bâtisses, ou pour faire des améliorations sur icelles ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement d'aucun prêt fait par la compagnie et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat, fait avec la compagnie, des hypothèques ou garanties de toute nature ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures ou toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes autres affaires capables d'être faites ou conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Répartir et émettre, comme acquittés, toutes actions du capital-actions de la compagnie en paiements de toutes franchises, entreprises, propriétés, (meubles ou immeubles), stock, débetures, garanties, biens, droits, privilèges, patentes, licences ou contrats que la compagnie peut ou pourra faire, ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle peut ou pourra devoir ;

Assumer et payer tous les liens, hypothèques ou autres charges qui pourraient exister sur les immeubles que la compagnie achètera ; faire les opérations d'agents et de courtiers de toutes espèces d'assurances ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être en rapport et paraître utiles aux fins

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1912, incorporating Messrs. Louis Philippe Normand, physician and surgeon, Charles Numa de Blois, physician and surgeon, Isaïe Horey de Grandmont, rentier, Pierre Lucien Carignan, and Emile Donat Carignan, manufacturers, all of the city of Three Rivers, for the following purposes :

To carry on a real estate business on commission or otherwise, in all its branches ;

To acquire by purchase, exchange, lease or in any manner, and hold, cultivate, survey, subdivide into lots with streets, lanes and squares, develop, improve and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with immoveable properties and lands, under cultivation or not, and all interests therein ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built and maintained, waterworks and electric plants within the limits of the parish of Sainte Marie du Cap de la Magdeleine, provided such waterworks and electric plants be made, constructed, erected, built and maintained with the consent and in conformity with the by-laws of the municipal council where they shall be made, constructed and operated, and also drains, sewers, roads, wharves, bridges and other means of communication, houses, mills, factories, manufactories and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist or shall exist ;

To manufacture apparatus of all kinds ; to have the right to build hotels, sanatoria, thermal stations and purchase, operate or otherwise dispose of same ;

To purchase mineral water springs, and operate and dispose of same by exchange, sale or any other manner ;

To purchase mines, ore, minerals, peat, and operate and dispose of same by exchange, sale, or in any other manner ;

To exploit autobuses, automobiles and gasoline yachts, and build all kinds of vessels ;

To advance moneys by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties, to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer, shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To allot and issue, as fully paid up, any shares in the capital stock of the company in payment of any franchise, undertaking, property (moveable or immoveable), stock, debentures, securities, assets, rights, privileges, patent, license or contract which the company may acquire or enter into, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To assume and pay all the liens, hypothecs or other charges which may exist on the immoveables the company may purchase ; to carry on the business of all kinds of insurance as agents and brokers ;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive

et objets de l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "La compagnie des Terrains Notre-Dame du Cap", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1912.

2693

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de mai 1912, à "La Société de Construction Ouvrière de Chicoutimi", incorporée par lettres patentes originales, en date du dix-neuvième jour de juin 1906, accordant les pouvoirs suivants :

Acquérir des terrains ou propriétés immobilières ou intérêts sur les terrains ou propriétés immobilières et notamment acquérir des dits Joseph E. Cloutier et Joseph Tremblay, fils de feu Alexis, tous les lots à bâtir, situés dans la ville de Chicoutimi, ou ailleurs, que ces derniers ont acquis de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi, par actes devant Georges St-Pierre, notaire, à Chicoutimi, sous les Nos 1065, et 1066 de ses minutes, le 9 décembre 1905, enregistrés à Chicoutimi, le 26 avril 1906, l'un sous le No 16,338, et l'autre sous le No 16,339, et tous autres terrains ou propriétés immobilières dans la ville de Chicoutimi ou tout autre endroit dans les limites des comtés de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer des dits terrains ou propriétés immobilières ; diviser et subdiviser, distribuer et déterminer le mode de distribution des dits terrains entre les actionnaires ou les acquéreurs ;

Faciliter l'achat, la vente, le loyer et la possession d'immeubles et faire tous contrats en rapport avec ceux ; cultiver, ériger des bâtisses et faire toutes autres améliorations sur ces immeubles ou terrains ; prendre et recevoir des hypothèques sur ceux, pour le prix d'achat ou telles autres garanties et à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu, avec les pouvoirs suivants :

Emprunter et hypothéquer tous ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie, et lui provenant, soit de la vente de terrains ou d'autres sources ; emprunter de l'argent de personnes ou corporations, en émettant des billets, obligations ou débiteures ; donner et passer des hypothèques pour le prix d'achat ou achats d'immeubles par la compagnie sur les terrains achetés ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie, et ce, aux conditions et à tel taux d'intérêt qui pourront être convenus ;

Prêter de l'argent, prendre et tenir des hypothèques sur immeubles ou toutes autres garanties collatérales, prendre et tenir tout immeuble en fidéli-commis ou autrement comme garantie pour ou en paiement de prêts ou dettes dus ou pouvant devenir dus à la compagnie ;

Faire les affaires de placements sur immeubles, faire des contrats avec des personnes et corporations dans le but de prélever, par paiements mensuels ou autres paiements périodiques, un fonds pour autoriser telles personnes et corporations à recevoir à même le fonds de la compagnie un prêt dans le but d'ériger ou acheter une ou plusieurs maisons ou autre

to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of "La Compagnie des Terrains Notre-Dame du Cap", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1912.

2694

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1912, to "La Société de Construction Ouvrière de Chicoutimi", incorporated by original letters patent dated the nineteenth day of June, 1906, granting the following powers :

To acquire land or immoveable property or interest in land or immoveable property and especially to acquire from the said Joseph E. Cloutier and Joseph Tremblay, son of the late Alexis, the whole of the building lots situate in the town of Chicoutimi or elsewhere that the latter have acquired from La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi by deeds before George St-Pierre, notary, at Chicoutimi, under the Nos. 1065 and 1066 of his minutes, on the 9th December, 1905, registered at Chicoutimi on the 26th April, 1906, the one under the No. 16,338 and the other under the No. 16,339, and any other land or immoveable property in the town of Chicoutimi or any other place within the limits of the counties of Chicoutimi and Lake Saint John ;

To sell, exchange or otherwise dispose of the said lands or immoveable properties, to divide and subdivide, distribute and fix the manner of distribution of the said lands between the shareholders or the purchasers ; to facilitate the purchase, the sale, lease and possession of the immoveable and to make all contracts in connection with the same, to cultivate, erect buildings and make any other improvements on these immoveables or lots, to take and receive mortgages thereon for the purchase price or such guarantees, and at such rate of interest as may be agreed on, with the following powers, namely :

To borrow and mortgage the whole or parts of the lots or properties of the company, to transfer as security of any loans any mortgages or other right and guarantees belonging to the company and coming to it from the sale of lands or other sources ; to borrow money from persons or corporations by issuing notes, debentures or obligations ; to give and execute mortgages for the purchase prices of immoveables purchased by the company on the lands bought or on any other lands or property belonging to the company and this at such rate of interest as may be agreed on ; to lend money, take and hold mortgages on lots or any other collateral guarantees, to take and hold any lot in trust, or otherwise as security for or in payment of loans or debts due or to become due to the company ;

To carry on the business of investment in immoveable property, to make contracts with persons and corporations for the purpose of levying by monthly or other periodical payments, a fund to authorize such persons and corporations to receive out of the fund of the company a loan for the purpose of erecting or buying one or more houses or other title of

titre de propriété ou de bail ou tout autre objet semblable, telles avances devant être garanties par hypothèque ou autrement à la compagnie jusqu'à ce que le montant ou valeur du dit prêt soit remboursé à la compagnie avec les intérêts d'icelui et tous autres cotisations et autres dettes ;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce, des biens, de l'actif ou du passif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'entreprendre et possédant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie, et ce, dans les comtés de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean, ou ailleurs ;

Acheter, vendre louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour atteindre l'un de ces objets ;

Etablir ou organiser toute compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou partie des propriétés droits ou obligations de la compagnie et pour tous autres objets qui pourront sembler directement ou indirectement à l'avantage de la compagnie ;

Payer en actions libérées toutes obligations qu'elle aura pu contracter ;

Vendre, céder, aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toute compagnie ou compagnies constituées en corporation ayant des objets entièrement ou en partie semblables à ceux de la compagnie, pour tels prix et considération, et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaire, les bons, obligations ou autres valeurs de telle compagnie, et en général de faire toutes telles choses, en rapport en la mise en opération des objets de la compagnie ;

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures, d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie, aux assemblées de ces compagnies, dont elle peut détenir ou acquérir des actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2567

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Aimé Dumaine, marchand, Léonidas Ratté, et Joseph Paquet, cultivateurs, Charles William Norton, manufacturier, Ulric Bernard, comptable, et Joseph Bergeron, manufacturier, de Saint-Flavien, dans les buts suivants :

Acquérir des moulins à scier le bois ;

Acheter des terrains, et les machines, et bâtisses nécessaires pour l'exploitation, de manufacturer des balais, brosses, pinceaux, acheter les matériaux nécessaires à la fabrication des balais, brosses et pinceaux ;

Faire le commerce de bois, et de manufacturer et vendre des articles de toute sorte dans la fabrication desquels le bois est employé ;

Acquérir l'actif et l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie en vertu de

property or lease or any other similar object, such advances to be secured by hypothec or otherwise to the company until the amount or value of the said loan be repaid to the company with the interest of same and any other taxes and charges ;

To buy or acquire otherwise, hold or town the whole or part of the trade, the estate credits or debts of any persons or companies carrying on a kind of business which the company is authorized to undertake, and having company, and for any other objects which may company, and this in the counties of Chicoutimi and Lake Saint John, or elsewhere ;

To buy, sell, lease or exchange any immoveable properties, rights, or privileges which the company may deem necessary or useful to obtain any of its objects ;

To establish or organize any company for the purpose of acquiring the whole or part of the properties, rights or obligations of the company, and for any other objects which may seem directly or indirectly for the advantage of the company ;

To acquit by paid-up shares any obligation which the company may have contracted ;

To sell, assign and transfer its franchises, and any or all of its privileges and powers conferred on or held by the company in virtue of its charter, as well as its undertakings or parts thereof, to any company or incorporated companies, having objects entirely or partly like those of the company, for such price and consideration and on such terms and considerations as it may deem proper, and particularly for the shares privileged or ordinary, the bonds, obligations or other valuable objects of such company and generally to do anything connected with the working of the said company ; ;

To hold, subscribe and pay for the shares, become a shareholder, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold acquire the shares bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of such companies.

Dated from the office of the secretary of the Province, this seventh day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2568

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1912, incorporating Messrs. Aimé Dumaine, merchant, Léonidas Ratté, and Joseph Paquet, farmers, Charles William Norton, manufacturer, Ulric Bernard, accountant, and Joseph Bergeron, manufacturer, of Saint Flavian, for the following purposes :

To acquire lumber saw-mills ;

To acquire lands and the machinery and buildings necessary for the operation of manufacturing brooms, brushes, and purchase the necessary materials for manufacturing brooms and brushes ;

To carry on the lumber business and manufacture and sell articles of all kinds of which wood forms a part ;

To acquire the assets and undertaking, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any business authorized under this act, and pay for same in cash or paid up shares, in

cette loi, et les payer soit en argent, ou au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes, sous le nom de "La Compagnie de Progrès de Saint-Flavien, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Flavien, comté de Lotbinière.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,  
2591 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1912, constituant en corporation MM. Joseph Edouard Paquet, marchand de meubles, de la cité de Québec, Albert Henry Thompson, manufacturier, de la cité de Montréal, Louis Onésime Paquet, marchand, et Henri Duclos, comptable, de la cité de Québec, et William Douglas Thompson, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, manufacturer, vendre, échanger, louer et réparer des meubles, et articles de ménage de toute sorte, et les matériaux ou outils nécessaires ou utiles à la fabrication ou réparation ;

Faire et tenir tout commerce en général ;

Acquérir par achat ou bail, exploiter, vendre, céder, donner à bail toute marque de commerce ou brevet d'invention ;

Acquérir des terrains, ou propriétés immobilières ou intérêts sur des terrains ou propriétés immobilières ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer des terrains ou propriétés immobilières ; ériger et faire toutes autres améliorations sur les bâtisses, et terrains ; prendre et recevoir des hypothèques sur ceux pour le prix d'achat ou telles autres garanties et à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu, avec les pouvoirs suivants :

Emprunter sur et hypothéquer tous ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie et lui provenant soit de la vente des terrains ou d'autres sources, emprunter de l'argent de personnes ou corporations en émettant des billets, obligations ou débetures, donner ou passer des hypothèques pour le prix d'achat ou achats d'immeubles par la compagnie sur les terrains achetés ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie, et ce, aux conditions et à tel taux d'intérêt qui pourront être convenus ; prendre et tenir des immeubles en fidéi-commis ou de manière équivalente comme garantie pour ou en paiements de prêts ou dettes dues ou pouvant devenir dus à la compagnie ;

Acquérir par achat ou bail l'ensemble ou partie du commerce, des biens de l'actif ou du passif de toute personne ou compagnie faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'entreprendre ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toute propriété immobilière, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utile pour atteindre l'un de ses objets ;

Emettre, répartir et donner comme acquittées des actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de tout ou de partie du prix d'achat de toute propriété ; immeubles, biens, machineries, brevets ou droits ou en paiement de services rendus ou ouvrages faits pour la compagnie ;

whole or in part, if it so desire, and take over the debts and charges in connection therewith, under the name of "La Compagnie de Progrès de Saint-Flavien Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Flavien, county of Lotbinière.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,  
2592 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1912, incorporating Messrs. Joseph Edouard Paquet, of the city of Quebec, merchant, Albert Henry Thompson, manufacturer, of the city of Montreal, Louis Onésime Paquet, of Quebec, merchant, Charles Henri Duclos, of Quebec, accountant, and William Douglas Thompson, of Montreal, clerk, for the following purposes :

To buy, manufacture, sell, exchange, lease and repair furniture and household effects of all kinds, and materials or tools necessary or useful for manufacturing or repairing ; ;

To carry on and maintain any business generally ;

To acquire, to purchase or lease, operate, sell, assign or lease any trade mark or patent of invention ;

To acquire lands or immoveable properties or interests therein ;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of lands or immoveable property, to erect and carry out any other improvements on buildings and lands, to take and receive hypothecs on same for the purchase price or such other securities and at such rate of interest as may be agreed upon, with the following powers ;

To borrow on and hypothecate the whole or a part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for all loans any hypothecs or other rights and securities belonging to the company and accruing to it either from the sale of lands or other sources ; to borrow money from persons or corporations by issuing notes, bonds, or debentures, to give and execute hypothecs for the purchase price or prices of immoveables by the company on the lands purchased or on any other land or property belonging to the company and such, on the conditions and at such rate of interest as may be agreed upon ; to take and hold any immoveable in trust or otherwise as security for or in payment of loans or debts or about to become due to the company ;

To purchase or rent the whole or part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any kind of business that the company is authorized to undertake ;

To purchase, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges, that the company may deem necessary or useful to attain any of its objects ;

To issue, allot and deliver as fully paid up shares, debentures or other securities of the company in payment for the whole or part of the purchase price of any property, immoveables, effects, machinery, patents or rights, or in payment for services rendered to and work done for the company ;

Vendre, céder et aliéner ces franchises, et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toutes compagnie ou compagnies constituées en corporation ayant des objets entièrement ou en partie semblables à ceux de la compagnie; pour tels prix et considérations, et aux termes et aux conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie; et en général de faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie;

Détenir, souscrire et payer des actions, détenir ou acheter des débetures, d'une ou plusieurs compagnies constituées en corporation;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie, aux assemblées de ces compagnies, dont elle peut détenir ou acquérir les actions bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnie sous le nom de "Crown Furniture Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,  
2569 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de mars 1912, à la compagnie "Syndicat des Touristes, incorporé", par lesquelles elle a été autorisée à changer son nom pour celui de "L'Imprimerie le Saint-Laurent, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1912.

J. C. SIMARD,  
2553.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord", avec son principal bureau à Chicoutimi, P. Q., a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, pour faire les affaires, dans cette province, de pourvoir, au moyen de contributions de ses membres, ceux de ses membres affligés par la maladie, accident ou revers de fortune, et en cas de décès des membres, pour leurs veuves et orphelins ou représentants légaux.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-unième jour de juin 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des assurances,  
Département du Trésor, Québec. 2557.2

Avis est par le présent donné que "l'Assurance Nationale des Fermiers Compagnie Mutuelle contre le Feu", avec son principal bureau dans la cité de Québec, a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance de bâtisses, de ferme et résidences privées, tels risques étant autres que mercantiles ou extra hasardeux.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-neuvième jour de juin 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec. 2555-2

To sell, assign or alienate its franchises or part or the whole of the rights, privileges and powers conferred on or held by the company under its charter, and also its undertakings or any part thereof to incorporated company or companies having objects entirely or partly similar to those of the company, for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable, and particularly for the preferred or common shares, bonds, debentures or other securities of such company, and generally to do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company;

To hold, subscribe and pay for the shares, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies;

To appoint an attorney or representative to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of the said companies, under the name of "Crown Furniture Company, Limited", with a capital of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,  
2570 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 28th day of March, 1912, to the company "Syndicat des Touristes, Incorporé", by which it has been authorized to change its name to "L'imprimerie le Saint-Laurent Limitée".

Dated from this office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,  
2554 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord", with its head office at Chicoutimi, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit society, to transact in this province the business of providing, by means of contributions from its members, for those of its members afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, and in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty first day of June, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec. 2558

Notice is hereby given that the "Assurance Nationale des Fermiers Compagnie Mutuelle contre le Feu", with its head office in the city of Québec, has been licensed and registered to transact in this province the business of insuring farm buildings and private residence, such risks being other than mercantile or extra hazardous.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this nineteenth day of June, 1912.

For the Treasurer of the Province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec. 2556

Avis est par le présent donné que "Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Sainte-Germaine, No 903", avec son principal bureau à Lac Etchemin, P. Q., a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, pour faire les affaires, dans cette province, de pourvoir les bénéfices de maladie et des funérailles de ses membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-unième jour de juin 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec. 2559.2

Avis est par le présent donné que "The King George Sick Benefit Association", avec son principal bureau à Montréal, a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance pour faire les affaires dans la province, de pourvoir pour ses membres en cas de détresse et de maladie, les fonds pour ces fins au moyen de contribution mensuelle de ses membres devant être payée comme honoraires.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de juin 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Branche des assurances,  
Département du Trésor, Québec. 2561.2

#### AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., ch. 14, le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

RIMOUSKI, P. Q., le 2 JUILLET 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., le 16 JUILLET 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., le 30 JUILLET 1912.

HULL, P. Q., le 20 AOUT 1912,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Un honoraire de \$4.00 est payable d'avance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Sous-ministre Terres et Forêts.  
Québec, 12 juin 1912. 2393-3

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte

Notice is hereby given that "Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Sainte-Germaine, No. 903", with its head office at Lac Etchemin, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit society, to transact in this province, the business of providing sickness and funeral benefits for its members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-first day of June, 1912.

For the Treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 2560

Notice is hereby given that the "King George Sick Benefit Association", with its head office in Montreal, has been licensed and registered as a mutual benefit association to transact in the province the business of providing for its members in case of distress and sickness, the funds for that purpose to be obtained from the members by a monthly contribution to be paid as dues.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of June, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 2562

#### NOTICE

Is hereby given that in compliance with the act 54 Vict., ch. 14, the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

RIMOUSKI, P. Q., on the 2nd JULY, 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., on the 16th July, 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., on the 30th JULY, 1912.

HULL, P. Q., on the 20th AUGUST, 1912, in order to proceed to the examination of persons desiring to qualify as log cullers and measurers.

A fee of \$4.00 is payable in advance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Deputy Minister Lands and Forests.  
Quebec, 12th June, 1912. 2394

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

##### Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and

ntérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 exemplaires en français, et one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the réglements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2161

G. C. L.

distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending or extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred in english, of the bill as amended ; and in addition, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the réglements de cette Chambre, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend any act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

2162

C. L. C.

## Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et des lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

## Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'autoriser une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

harte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres," cas " 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,  
2163 Greffier de l'Assemblée Législative.

## ERRATUM.

A la page 1315 de la "Gazette Officielle", du vingt-deux juin 1912, aux numéros 2441-42, lisez Dineens' Limited, au lieu de Dineen's Limited, et quatorzième jour de juin, au lieu de mai au No. 2441, ainsi qu'aux pages 1370, 1371, numéros 2441-42, de celle du vingt-neuf juin 1912.

2719

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2509.

Dame Délina Calvé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michel Courcelle, du même lieu, journalier, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Michel Courcelle, journalier, du même lieu,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 juin 1912.

BISAILLON & BROSSARD,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 26 juin 1912. 2657

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2894.

Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Archibald Weddell, du même lieu, garde-magasin et charretier,  
Demanderesse ;

vs

Le dit John Archibald Weddell, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 juin 1912.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 3 juillet 1912. 2705

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 4041.

Zéphirine Pilon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Bériault, forgeron, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Elzéar Bériault, Défendeur.  
La demanderesse en cette cause a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER, LETOURNEAU  
& BEAULIEU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 28 juin 1912. 2699

city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,  
2164 Clerk of the Legislative Assembly.

## ERRATUM.

On page 1315 of the "Official Gazette", of the twenty second of June, 1912, at numbers 2441-42, read Dineens' Limited, instead of Dineen's Limited, and fourteenth day of June, instead of May at No. 2441, and also on pages 1370, 1371, numbers 2441-42, of that of the twenty nine of June, 1912.

2720

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2509.

Dame Délina Calvé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michel Courcelle, of the same place, laborer, duly authorized "à ester en justice"  
Plaintiff ;

vs

Michel Courcelle, laborer, of the same place,  
Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th of June, 1912.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th June, 1912. 2658

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2894.

Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, of the city and district of Montreal, the wife "commune en biens" of John Archibald Weddell, of the same place, storeman and driver,  
Plaintiff ;

vs

The said John Archibald Weddell, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th June, 1912.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 3rd July, 1912. 2706

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 4041.

Zéphirine Pilon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elzéar Bériault, blacksmith, of the same place,  
Plaintiff ;

vs

The said Elzéar Bériault, Defendant.  
The plaintiff in this case has instituted an action as to property against her said husband.

PELLETIER, LETOURNEAU  
& BEAULIEU,  
Attorneys for the plaintiff.  
Montreal, 28th June, 1912. 2700

Dame Jane Bradin, du canton de Hull, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Thomas Sims *alias* Simmons, ci-devant du même lieu, absent de lieux inconnus, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari. No 3199 des records de la cour supérieure, dit district.

ARTHUR McCONNELL,  
Procureur de la demanderesse.

Hull, 23 juin 1912. 2659

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 951.

Dame Mary Russell Seaton, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Oswald Mowatt, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Oswald Mowatt, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée le 29 juin 1912.

DUFF & MERRILL,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 juin 1912. 2713

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 157.

Dame Alphonsine Délorne, épouse commune en biens de Louis Philippe Ducharme, plombier, de la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Philippe Ducharme, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

FAUTEUX & FAUTEUX,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 juin 1912. 2543.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 4252.

Dame Ida Bloom, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Hyams, marchand, du même endroit, Demanderesse ;

vs

Harry Hyams, du même endroit, Défendeur.  
La demanderesse a, ce jour ci, pris une action en séparation de biens contre le défendeur.

WEINFELD & LEDIEU,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 juin 1912. 2365-3

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1386.

Dame Marie Clémentine Buteau, épouse de Onésime Demers, de St-Narcisse de Beauvillage dans le comté de Lotbinière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Onésime Demers, du même lieu, commerçant, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour de mai 1912.

CIMON & PARENT,  
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 29 mai 1912. 2231-6

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2833.

Dame Alexina Wells, épouse de Victor Barbier, de Montréal, Demanderesse ; vs le dit Victor Barbier, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

LACHAPELLE & DENIS,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 juin 1912. 2623.2

Dame Jane Bradin, of the township of Hull, district of Ottawa, wife common as to property of Thomas Sims *alias* Simmons, heretofore of the same place, an absentee in parts unknown, has instituted action in separation as to bed and board against her said husband. No. 3199 records superior court, said district.

ARTHUR McCONNELL,  
Plaintiff's attorney.

Hull, 28th June, 1912. 2660

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 951.

Dame Mary Russell Seaton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Oswald Mowatt, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Oswald Mowatt, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 29th June, 1912.

DUFF & MERRILL,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th June, 1912. 2714

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 157.

Dame Alphonsine Délorne, wife common as to property of Louis Philippe Ducharme, plumber, of the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Louis Philippe Delorme, Defendant.  
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

FAUTEUX & FAUTEUX,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th June, 1912. 2544

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 4252.

Dame Ida Bloom, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Hyams, of the same place, trader, Plaintiff ;

vs

Harry Hyams, of the same place, Defendant.  
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against defendant.

WEINFELD & LEDIEU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th June, 1912. 2336

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court*  
No. 1386.

Dame Marie Clémentine Buteau, wife of Onésime Demers, of Saint-Narcisse de Beauvillage in the county of Lotbinière, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Onésime Demers, of the same place, trader, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of May, 1912.

CIMON & PARENT,  
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 29th May, 1912. 2232

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2823.

Dame Alexina Wells, wife of Victor Barbier, of Montreal, Plaintiff ; vs the said Victor Barbier, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

LACHAPELLE & DENIS,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th June, 1912. 2624

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Amédée Bernier, commerçant, du même lieu, et ci-devant du village de Mégantic, district de Saint-François, la dite dame Poulin dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Amédée Bernier, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée le 30 mai 1912, contre le défendeur.

DORAIS & DORAIS,  
 Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1912. 2241-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2715.

Dame Fannie Phillips, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michael Goodman, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DELORIMIER,  
 Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 mai 1912. 2307-5

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 52.

Dame Félixine Cloutier, du village de Disraeli, district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de bien contre Noël Roy, menuisier, son époux, du même lieu.

WILFRID CHICOINE,  
 Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 mai 1912. 2245-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2910.

Dame Gertrude Scarff, épouse de George A. Stuart, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs

Le dit George A. Stuart, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée ce vingt-huitième jour de mai 1912.

ELLIOTT & DAVID,  
 Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 mai 1912. 2239-5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Amédée Bernier, trader, of the same place, heretofore of the village of Megantic, district of Saint Francis, the said dame Poulin duly authorized to "ester en justice",  
 Plaintiff ;

vs

The said Joseph Amédée Bernier, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted on the 30th day of May, 1912, against the defendant.

DORAIS & DORAIS,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st May, 1912. 2242

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 2715.

Dame Fannie Phillips, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael Goodman, of the same place, trader, duly authorized "à ester en justice" has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DELORIMIER,  
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 29th May, 1912. 2308

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 No. 52.

Dame Félixine Cloutier, of the village of Disraeli, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted in action for separation as to property against Noël Roy, joiner, her husband, of the same place.

WILFRID CHICOINE,  
 Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 20th May, 1912. 2246

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No 2910.

Dame Gertrude Scarff, wife of George A. Stuart, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice",  
 Plaintiff ;

vs

The said George A. Stuart, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted this twenty eighth day of May, 1912.

ELLIOTT & DAVID,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th May, 1912. 2240

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section du district de Québec.—Section of the district of Quebec.

Examen de juillet 1912, pour la pratique du droit.

Examination of July, 1912, for the practice of the law.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
Bédard.....	J. Ephraïm.....	25 ans—years....	Notre-Dame des Laurentides.
Gagnon.....	J. Onésime.....	23 ".....	Québec.
Plamondon.....	Marius.....	28 ".....	Ville Montcalm.
Simard.....	Raoul.....	25 ".....	Basé Saint-Paul.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.

Québec, 20 juin—20th June, 1912.

2539-40

## DISTRICT ELECTORAL DE TROIS-RIVIERES

Etat détaillé des dépenses d'élection faites par le candidat P. N. Martel, ou en son nom, à l'élection du 15 mai dernier (1912), dans le dit district.

Payé à la Bell Telephone Co., pour le posage et l'usage de 2 appareils téléphoniques..... \$ 20 00  
 Payé pour le loyer de 2 salles pour comités 75 00  
 Payé pour voitures..... 9 25

Total..... \$104 25

Trois-Rivières, 24 juin 1912.

(Signé) LS. D. PAQUIN,  
 Agent.

Approuvé,

(Signé) P. N. MARTEL.

Certifiée pour véritable copie de l'original déposé dans mon bureau le 26 juin 1912.

R. KIERNAN,  
 2695 Officier-rapporteur.

## DISTRICT ELECTORAL DE QUEBEC-CENTRE

Compte d'élection de M. Eugène Leclerc, candidat élu dans le district électoral de Québec-Centre, le 15 mai 1912.

"A" Comité..... \$ 65 00  
 "B" Impressions..... 129 43  
 "C" Téléphone..... 15 00  
 "D" Lumière..... 7 77  
 "E" Papeteries et timbres..... 33 50  
 "F" Commis..... 62 00

\$ 312 70

Signé, P. J. COTÉ,  
 Agent d'élection de M. Eugène Leclerc.

Vraie copie,  
 AMD. ROBITAILLE,  
 Officier-rapporteur, district  
 électoral de Québec-Centre. 2683

## DISTRICT ELECTORAL DE MAISONNEUVE.

Montréal, 28 juin 1912.

Etat des dépenses du Dr. J. H. Garceau, re élection provinciale tenue dans le comté de Maison-neuve, ce 15 mai 1912 :

Deux comités..... \$100 00  
 Impressions et annonces..... 86 00  
 Timbres..... 40 00

Total..... \$226 00

(Signé) JOS. FRIGON,  
 Agent.

(Vraie copie)

J. A. LACOMBE,  
 Officier rapporteur. 2663

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de Windsor" s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que quarante-cinq souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscription pour la somme de \$37,575, est constituée en corps politique et incorporée, en vertu du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Windsor, comté de Richmond, ce 24e jour de juin mil neuf cent douze.

PAUL ST. LAURENT,  
 Président.

DOMINA ST. ONGE,

Secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de Windsor.  
 2667

## ELECTORAL DISTRICT OF THREE RIVERS

Detailed statement of the election expenses of the candidate P. N. Martel, on in his name, at the election held on the 15th May last (1912), in the said district.

Paid to the Bell Telephone Co., for the installation and use of two telephonic apparatus..... \$ 20 00  
 Lease of 2 committee rooms..... 75 00  
 Vehicles..... 9 25

Total..... \$104 25

Three Rivers, 24th June, 1912.

(Signed) LS. D. PAQUIN,  
 Agent.

Approved,

(Signed) P. N. MARTEL.

Certified a true copy of the original filed in my office on the 26th June, 1912.

R. KIERNAN,  
 2696 Returning officer.

## ELECTORAL DISTRICT OF QUEBEC CENTRE.

Account of election expenses of Mr. Eugène Leclerc, candidate elected in the electoral district of Québec Centre, on the 15th May, 1912.

"A" Committee..... \$ 65 00  
 "B" Printing..... 129 43  
 "C" Telephone..... 15 00  
 "D" Light..... 7 77  
 "E" Stationery and stamps..... 33 50  
 "F" Clerk..... 62 00

\$ 312 70

Signed, P. J. COTÉ,  
 Election agent of Mr. Eugène Leclerc.

True copy,  
 AMD. ROBITAILLE,  
 Returning officer, electoral  
 district of Québec Centre. 2684

## ELECTORAL DISTRICT OF MAISONNEUVE.

Montreal, 28th June, 1912.

Statement of the expenses of Dr. J. H. Garceau, re provincial election held in the county of Maison-neuve, on the 15th May, 1912 :

Two committees..... \$ 100 00  
 Printing and advertising..... 86 00  
 Postage stamps..... 40 00

Total..... \$ 226 00

(Signed) JOS. FRIGON,  
 Agent.

(True copy)

J. A. LACOMBE,  
 Returni g officer. 2664

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the Municipality of Windsor" having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty five subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of \$37,575, is constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Québec, 1909, at Windsor, county of Richmond, this 24th day of June, nineteen hundred and twelve.

PAUL ST. LAURENT,  
 Président.

DOMINA ST. ONGE,

Secretary of the Mutual Fire Insurance Company of the municipality of Windsor.  
 2668

## PAUL BRUCHESI.

Par la grâce de Dieu et du Siège Apostolique, archevêque de Montréal, etc.

A tous ceux que les présentes verront, savoir faisons que, vu :

1° La requête en date du vingt-huit octobre mil neuf cent dix, à nous présentée au nom et de la part de la majorité des habitants francs-tenanciers d'une partie de la paroisse de Saint-Edouard, demandant l'érection du dit territoire en paroisse séparée et distincte de celle de Saint-Edouard, pour les raisons y énoncées ;

2° La prospérité de la paroisse de Saint-Edouard, due à la sage et habile administration de la fabrique et du curé ;

3° Les avantages spirituels qui résulteront certainement de l'érection de cette localité en paroisse canonique et régulière ;

En conséquence, le saint nom de Dieu invoqué, et du consentement de nos vénérables Frères les chanoines titulaires de notre église métropolitaine. Nous avons érigé, et par les présentes érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Etienne, dont la fête se célèbre le vingt-six décembre, le territoire suivant berné comme suit, savoir :

Vers le sud-est partie par la paroisse de Saint-Denis et partie par la paroisse de Saint-Stanislas ;

Vers le sud-ouest partie par la ruelle entre les rues Chateaubriand et Saint-Hubert, à partir de la paroisse de Saint-Denis jusqu'au centre de la rue de Fleurimont, et partie par la ruelle entre les rues Saint-Hubert et Saint-André, à partie de la rue de Fleurimont à la rue Bellechasse ;

Vers le nord-ouest par le centre de la rue Bellechasse à partir de la ruelle entre les rues Saint-Hubert et Saint-André jusqu'au centre de la rue Garnier ;

Vers le nord-est par le centre de la rue Garnier (limites de la paroisse de Saint-Jean-Berchmans) à partir de la rue de Bellechasse jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Stanislas.

Le tout conforme au plan officiel préparé à cet effet et conservé dans les archives de l'archevêché.

Pour être les dites cure et paroisse de Saint-Etienne entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de disciplines ecclésiastiques établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les ômes et obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent le salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiépiscopal, le dixième jour du mois de mai de l'année mil neuf cent douze, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

+ PAUL, arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur l'archevêque,  
ADELARD HARBOUR,  
Prêtre-chancelier.

Je soussigné, curé de Saint-Etienne, certifie, cet écrit être une copie exacte du décret érigeant canoniquement la paroisse Saint-Etienne, à Montréal.

J. C. C. BRODEUR, prêtre-curé,  
Œuvre et Fabrique Saint-Etienne.

Montréal, 29 juin 1912. 2677

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Marie de Beauce" s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, que cinquante souscripteurs ayant signé leurs

## PAUL BRUCHESI

By the Grace of God and the Apostolic See, Archbishop of Montreal, &c., &c., &c.

To all to whom these present shall come, we make known that considering :

1. The petition dated the twenty eighth of October, one thousand nine hundred and ten, presented to Us in the name and on behalf of the majority of the freeholds inhabitants of a part of the parish of Saint Edouard, praying for the erection of the said territory into a separate and distinct parish from that of Saint Edouard, for the reasons therein set forth ;

2. The welfare of the parish of Saint Edouard, due to the wise and able administration of the *fabrique* and *cure* ;

3. The spiritual advantages that will certainly result from the erection of the said locality into a canonical and regular parish ;

Therefore, the holy Name of God being invoked, and with the consent of Our Venerable Brethren the titular canons of Our Metropolitan church. We have erected, and by these presents do erect as cure and parish, under the invocation of Saint Etienne, whose feast is celebrated on the twenty sixth of December, the territory bounded as follows, to wit :

On the south east, partly by the parish of Saint Denis and partly by the parish of Saint Stanislas ;

On the south west, partly by the lane between Chateaubriand and Saint Hubert streets from the parish of Saint Denis to the centre of Fleurimont street, and partly by the lane between Saint Hubert and Saint André streets from Fleurimont street to Bellechasse street ;

On the north west by the centre of Bellechasse street from the lane between Saint Hubert and Saint André streets to the centre of Garnier street ;

On the north east by the centre of Garnier street (boundaries of the parish of Saint Jean Berchmans) from Bellechasse street to the limits of the parish of Saint Stanislas ;

The whole in conformity with the official plan prepared to such effect and preserved in the archives of the archbishopric.

The said cure and parish of Saint Etienne to be wholly under our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed thereto by ourselves or our successors, shall in all things conform to the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, preach the word of God, and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish ; the latter being enjoined to pay them such dues and offerings as are usual and authorized in this diocese, and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Given at Montreal, in Our Archiepiscopal Palace, on the tenth day of the month of May, one thousand nine hundred and twelve, under our hand, the seal of our arms and the counter signature of our chancellor.

+ PAUL, Arch. of Montreal,

By order of His Grace,  
A. HARBOUR, Priest,  
Chancellor.

I, the undersigned, curé of Saint Etienne, certify that the present copy of the canonical decree erecting the new parish of Saint Etienne, in Montreal, is wholly in conformity with the original.

J. C. C. BRODEUR, Priest, Curé,  
Œuvre and Fabrique of Saint Etienne.

Montreal, 29th June, 1912. 2678

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Sainte Marie de Beauce" having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and fifty subscribers having signed their names in the subscription book

noms sur le livre de souscription pour la somme de \$47,000.00, est constituée en corps politique et incorporée, en vertu du sous-paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Sainte-Marie, ce 1er jour de juillet mil neuf cent douze.

**THEODORE DUSSAULT,**

Secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie de Beauce.  
2666

to the amount of \$47,000.00, in constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Sainte Marie, this 1st day of July, 1912.

**THEODORE DUSSAULT,**

Secretary of the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Sainte Marie de Beauce.  
2666

### Avis de Faillites

#### EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Cambridge Corporation Limited,  
Montréal, Qué., En liquidation.

Avis est par le présent donné que, le 28e jour de juin 1912, par ordre de la cour, nous avons été nommés liquidateurs conjoints des biens de la susdite compagnie en liquidation.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois de cette date.

**E. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,**  
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Wright & Kingan,  
713, Transportation Bldg.  
Montréal, 29 juin 1912. 2661

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Alfred Desautels, entrepreneur, de Montréal,  
absent, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 28ième jour de juin 1912, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

**VINCENT LAMARRE,**  
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".  
Montreal, 2 juillet 1912. 2689

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de J. Alfred Roy, entrepreneur,  
Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 2e jour de juillet 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli qui a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous un mois de cette date.

**NAPOLEON ST. AMOUR,**  
Curateur.

Edifice "Banque de Québec"  
No 11, Place d'Armes.  
Montréal, 3 juillet 1912. 2711

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Henri Pierre Roy, marchand,  
Chambly Bassin, Insolvable ;

et

Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, avocats, de  
Montréal. Requérants.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Montréal, dit district.

**CHARTRAND & TURGEON,**  
Sub. gardiens prov.  
Montréal, 2 juillet 1912. 2707

### Bankrupt Notices

#### IN VIRTUE OF THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Cambridge Corporation Limited,  
Montreal, Que., In liquidation.

Notice is hereby given that, on the 28th day of June, 1912, by order of the court, we were appointed joint liquidators of the estate of the above named company in liquidation.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

**E. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,**  
Joint liquidators.

Office of Wright & Kingan,  
713, Transportation Bldg.  
Montreal, 29th June, 1912. 2662

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Alfred Desautels, contractor, of Montreal,  
absent, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of June, 1912, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

**VINCENT LAMARRE,**  
Curator.

Office: 408, "Power" Bldg.  
Montreal, 2nd July, 1912. 2690

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of J. Alfred Roy, contractor, Mon-  
treal, Insolvable.

Notice is hereby given that, on the 2nd day of July, 1912, by an order of the court, I was appointed curator for the estate of the above named, who has judicially made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month of this date.

**NAPOLEON ST. AMOUR,**  
Curator.

Quebec Bank Building,  
No. 11, Place d'Armes.  
Montreal, 3rd July, 1912. 2712

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Henri Pierre Roy, merchant,  
Chambly Bassin, Insolvent ;

and

Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, lawyers, of  
Montreal. Petitioners.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property at the protonotary's office of the superior court at Montreal, said district.

**CHARTRAND & TURGEON,**  
Sub. prov. guardians.  
Montreal, 2nd July, 1912. 2708

Re Wilfrid Chartrand, entrepreneur, Mont Laurier, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour, en date du 27 juin courant, j'ai été nommé gardien provisoire.

Les comptes assermentés doivent être envoyés au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,  
Gardien provisoire.

Hull, Qué., 27 juin 1912. 2701

*District de Richelieu.*

Wilfrid Cartier, Saint-Marcel, comté Richelieu, marchand, a, le 29 juin 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Richelieu, conformément à la loi.

GAUVREAU, BEAUDRY & CIE,  
Gardiens provisoires.

Québec, 3 juillet 1912. 2709

Avis est par le présent donné que le dit Edouard Paquet, faisant affaires sous les nom et raison de "Edouard Paquet & Cie", de Montmagny, marchands, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 29 juin 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,  
Gardiens provisoires.

Québec, 2 juillet 1912. 2679

*District de Chicoutimi.*

In re J. O. C. Duguay & Cie, Ouatichouan Falls, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 juillet 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 4 juillet 1912. 2721

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } JOSEPH MORIN, Deman-  
No 648. } deur; contre MICHEL  
VALLEE, fils de Michel, Défendeur.

Une terre située en le cinquième rang du canton de Tring, de la contenance de cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le troisième quart du lot de terre numéro vingt-sept (27), maintenant désigné sous le numéro cinq cent quarante-huit (548), du cadastre de la paroisse de St-Victor de Tring—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le SIXIEME jour d'AOUT prochain 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph Beauce, 2 juillet 1912. 2687  
[Première publication, 6 juillet 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } LEON DOYON, Demandeur;  
No 616. } L contre VITAL HEBERT,  
Défendeur.

Re Wilfrid Chartrand, contractor, Mont Laurier, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, dated the 27th June instant, I was appointed provisional guardian.

Sworn statements must be sent to the undersigned as soon as possible.

J. E. COUTURE,  
Provisional guardian.

Hull, 27th June, 1912. 2702

*District of Richelieu.*

Wilfrid Cartier, Saint Marcel, Richelieu county, merchant, has, on the 29th of June, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Richelieu, according to law.

GAUVREAU, BEAUDRY & CO.,  
Provisional guardians.

Québec, 3rd July, 1912. 2710

Notice is hereby given that the said Edouard Paquet, carrying on business under the firm and style of "Edouard Paquet & Cie", of Montmagny, merchants, has made on abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 29th June 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,  
Provisional guardians.

Québec, 2nd July, 1912. 2680

*District of Chicoutimi.*

In re J. O. C. Duguay & Co, Ouatichouan Falls, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 22nd July, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 4th July, 1912. 2722

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } JOSEPH MORIN, Plaintiff ;  
No. 648. } against MICHEL VALLEE,  
son of Michel, Defendant.

A land situate in the fifth range of the township of Tring, containing fifty acres in superficies, more or less, being the third quarter of the lot of land number twenty seven (27), now designated under the number five hundred and forty eight (548), of the cadastre of the parish of Saint Victor de Tring—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the SIXTH day of AUGUST next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1912. 2688  
[First published, 6th July, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } LEON DOYON, Plaintiff ;  
No. 616. } L against VITAL HEBERT,  
Defendant.

1° Le numéro soixante-un (61), du deuxième rang Langevin—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

2° Les droits et prétentions du défendeur sur la moitié sud-est du lot numéro soixante-un (61), du premier rang de Langevin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le HUITIÈME jour d'AOUT prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1912. 2685  
[Première publication, 6 juillet 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } GEORGES VEILLEUX, Demandeur ; vs ALCIDE BEAULIEU, Défendeur.

Les lots quinze A et quinze B (15 A et 15 B), du huitième rang de Risborough, district de Beauce, moins trois arpents de large sur la profondeur du rang, à prendre au milieu du lot primitif numéro quinze (15), du huitième rang du dit canton, étant aujourd'hui connu comme partie des lots 15 A et 15 B du dit rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le SEIZIÈME jour de JUILLET 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 10 juin 1912. 2359-2  
[Première publication, 15 juin 1912.]

**Ventes par le Sherif—Beauharnois**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et li ux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME OZILDA A District de Beauharnois } SAUVÉ, de la cité No 2182. } de Salaberry de Valley-

field, district de Beauharnois, veuve de feu Hector Dorcino Larocque, en son vivant commerçant, du même lieu, et Onésime Sauvé, cultivateur, de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, Demandeurs ; contre LOUIS SAUVÉ, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un lot de terre situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le No 413

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le palais de justice, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 10 juin 1912. 2387-2  
[Première publication, 15 juin 1912.]

1. The number sixty one (61), of the second Langevin range—with buildings thereon erected and dependencies.

2. The rights and pretensions of the defendant over the south east half of lot number sixty one (61), of the first Langevin range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Rose, on the EIGHTH day of AUGUST next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1912. 2688  
[First published, 6th July, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } GEORGES VEILLEUX, Plain- Defendant. } G tiff; vs ALCIDE BEAULIEU,

The lots fifteen A and fifteen B (15 A and 15 B), of the eighth range of Risborough, district of Beauce, less three arpents in width by the depth of the range, to be taken from the middle of primitive lot number fifteen (15), of the eighth range of the said township, being now known as part of the lots 15 A and 15 B of the said range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the SIXTEENTH day of JULY, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 10th June, 1912. 2360  
[First published, 15th June, 1912.]

**Sheriff's Sales—Beauharnois**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Québec, } DAME OZILDA District of Beauharnois } SAUVÉ, of the No. 2182. } city of Salaberry de Valley-

field, district of Beauharnois, widow of the late Hector Dorcino Larocque, in his lifetime trader, of the same place, and Onésime Sauvé, farmer, of the said city of Salaberry de Valleyfield, Plaintiffs ; against LOUIS SAUVÉ, of the city and district of Montreal, Defendant.

As belonging to the defendant :

A lot of land situate in the city of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, under the number 413.

To be sold at the sheriff's office, in the court house of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JULY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's Office, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 10th June, 1912. 2388  
[First published, 15th June, 1912.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } PITRE GAUDREAU,  
No. 4261. } de Saint-Bruno ;  
contre JOSEPH TREMBLAY, de Saint Henri de  
Taillon.

1° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Cœur de Marie, connu et désigné au cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Taillon, sous le numéro quinze B, contenant 42 acres en superficie ;

2° Un autre terrain connu et désigné au même cadastre, sous le numéro 15F, contenant un arpent et demi, plus ou moins ;

3° Un autre terrain connu et désigné sous le numéro 15H, de 75 pieds de front sur 100 pieds de profondeur ;

4° Un autre terrain connu et désigné sous le numéro 15J, de 75 pieds de front sur cent de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le SIXIEME jour d'AOUT, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif,

Chicoutimi, 2 juillet 1912.

[Première publication, 6 juillet 1912.]

Shérif,  
2681

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } ALEXANDER RICHARDSON ET AL,  
No 158. }  
de Napierville, Demandeurs ; contre les terres et  
tènements de ANTOINE VIENS, de Montréal,  
Défendeur, savoir :

Une terre située dans la Deuxième Grande Ligne, en la paroisse de Sainte-Blaise, dans le district d'Iberville, contenant cent soixante et douze arpents et cinquante-sept perches en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district, (de laquelle la dite terre a été détachée pour faire partie de la dite paroisse de Saint-Blaise), sous les numéros cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze et cent quatre-vingt-douze (Nos 190, 191 et 192—avec une maison en pierres, granges et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, le SEIZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 12 juin 1912.

[Première publication, 15 juin 1912]

Shérif,  
2407-2

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } PITRE GOUDREAU, of  
No. 4261. } Saint Bruno ; against  
JOSEPH TREMBLAY, of Saint Henri de Taillon.

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Cœur de Marie, known and designated on the official cadastre for the second range of the township Taillon, under the number fifteen B, containing 42 acres in superficies.

2. Another lot of land known and designated on the same cadastre, under the number 15 F, containing one arpent and a half, more or less.

3. Another lot of land known and designated under the number 15 H, of 75 feet in front by 100 feet in depth.

4. Another lot known and designated under the number 15 J, of 75 feet in front by 100 in depth.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the SIXTH day of AUGUST, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Chicoutimi, 2nd July, 1912.

[First published, 6th July, 1912.]

Sheriff,  
2682

## Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Johns, to wit : } ALEXANDER RICHARDSON ET AL, of Napier  
No. 158. } ville, Plaintiffs ; against the lands and tenements  
of ANTOINE VIENS, of Montreal, Defendant, to  
wit :

A firm situate in Second Grand Line, in the parish of Saint Blaise, in the district of Iberville, containing one hundred and seventy two arpents and fifty seven perches in superficies, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, (of which the said farm has been detached to form part of the said parish of Saint Blaise), under the numbers one hundred and ninety, one hundred and ninety one and one hundred and ninety two (Nos. 190, 191 and 192). — with a stone house, barns and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the SIXTEENTH day of the month of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 12th June, 1912.

[First published, 15th June, 1912.]

Sheriff,  
2408

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME ANNA LAVIO-**  
No 3383. } **LETTE**, de la cité et du  
district de Montréal, veuve de feu Téléphore Bi-  
ron, en son vivant assistant conducteur, de Saint-  
François du Lac, Demanderesse ; contre les terres  
et tenements de **MEDERIC PERREAULT**, me-  
nuisier, de la cité et du district de Montréal, Dé-  
fendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Dorches-  
ter, dans le quartier de la Longue Pointe, à Mont-  
réal, connu et désigné sous le numéro deux cent  
quatre-vingts, de la subdivision du lot numéro qua-  
tre cent sept (407-280), aux plan et livre de renvoi  
officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—sans  
bâtisses et avec droit de passage dans la ruelle en  
arrière en commun avec d'autres, aux charges ordi-  
naires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET  
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 juin 1912.  
[Première publication, 15 juin 1912.]

Shérif.  
2411-2

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ARTHUR NOEL** ; contre  
No 1875. } **ALPHONSE BERGE-**  
**RON ET AL**, à savoir :

Partie du lot No. 127A (cent vingt-sept A), du  
cadastre officiel pour Saint Louis de Lotbinière,  
étant un emplacement situé au premier rang, me-  
surant soixante dix-neuf pieds de front sur quatre-  
vingt-dix pieds de profondeur du côté est et cent  
vingt pieds de profondeur du côté sud-ouest ; borné  
au nord au chemin royal, au sud à l'autre partie du  
dit lot cadastral, à l'est à Eleusippe Thibaudeau, et  
à l'ouest à Eleusippe Lemay—avec les bâtisses  
dessus construites, circonstances et dépendances.  
Sous la réserve d'un chemin sur la partie sud-ouest  
du dit emplacement de dix-neuf pieds de front sur  
toute la profondeur pour l'utilité du défendeur et de  
ses représentants, à n'importe quel titre, ainsi que  
des propriétaires des emplacements avoisinants et  
de leurs ayants-droits—avec les machines, instru-  
ments et accessoires, servant à l'exploitation et à la  
fabrication du beurre et fromage, qui se trouvent  
actuellement dans la dite bâtisse.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-  
Louis de Lotbinière, comté de Lotbinière, le  
VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à  
DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif, Québec, 20 juin 1912.  
[Première publication 22 juin 1912.]

2527.2

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective tim-  
and places mentioned below

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME ANNA LAVIO-**  
No. 3383. } **LETTE**, of the city and  
district of Montreal, widow of the late Téléphore  
Biron, in his lifetime assistant conductor, of Saint  
François du Lac. Plaintiff ; against the lands and  
tenements of **MEDERIC PERREAULT**, joiner, of  
the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land fronting on Dorchester street, in  
Longue Pointe ward, at Montreal, known and  
designated under the number two hundred and  
eighty, of the subdivision of lot number four hun-  
dred and seven (407-280), on the official plan and  
book of reference of the parish of Longue Pointe—  
without buildings and with right of way in the lane  
in the rear in common with others, subject to the  
usual charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the EIGHTEENTH day of JULY next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Montreal, 12th June, 1912.  
[First published, 15th June, 1912.]

Sheriff.  
2412

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **ARTHUR NOEL** ; against  
No. 1875. } **ALPHONSE BERGERON**  
**ET AL**, to wit :

Part of lot No. 127A (one hundred and twenty  
seven A), of the official cadastre for Saint Louis de  
Lotbinière, being an emplacement situate in the  
first range, measuring seventy nine feet in front  
by ninety feet in depth on the east side and one  
hundred and twenty feet in depth on the south  
west side ; bounded on the north by the King's  
highway, on the south by the other part of the said  
cadastral lot, on the east by Eleusippe Thibaudeau,  
and on the west by Eleusippe Lemay—with the  
buildings thereon erected, circumstances and de-  
pendencies. Under the reserve of a road on the  
south west part of the said emplacement of nineteen  
feet in front by the whole depth for the use of the  
defendant or his representatives, by any title what-  
soever, and also of the proprietors of the adjacent  
emplacements and their assigns—with the machi-  
nery instruments and accessories used for the mak-  
ing manufacture of butter and cheese, which are  
actually in the said building.

To be sold at the church door of Saint Louis de  
Lotbinière, county of Lotbinière, on the TWENTY  
SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the  
forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office, Quebec, 20th June, 1912.  
[First published, 22nd June, 1912.]

2528

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME GEORGIANA PLAMONDON, fille majeure ;  
No 360. } contre FELIX ALPHONSE LARUE, et Aurélien Angers, curateur au dit Félix Alphonse Larue, à savoir :

1° Le lot No 2694 (deux mille six cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue D'Auteuil—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 2765 (deux mille sept cent soixante et cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Ursule—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, à Québec, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 20 juin 1912. Député Shérif. 2533.2  
[Première publication, 22 juin 1912.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ONESIME LAMBERT ET AL, Demandeurs ;  
No. 946. } contre LOUISIANA AULIN dit JOLIN ET AL, Défendeurs.

Un morceau de terre situé dans la ville de Bromptonville, dans le comté de Richmond, désigné sous le numéro vingt-neuf-deux-quarante (29-2-40), sur un plan fait par Thomas Tremblay, A. P., le vingt-quatrième jour de décembre 1902, et désigné comme une subdivision du lot numéro vingt-neuf-deux (29-2), dans le quatrième rang du canton de Brompton, sur le plan du cadastre officiel et au livre de **trenvol** pour le dit canton ; borné en front partie par la rue Laroque, et partie par la rue Saint-Jean-Baptiste, en arrière par la terre de Rosaire Leblanc, d'un côté par la terre de Félix G. Ponton, et de l'autre côté par la terre de la succession de feu Joseph Beaudry—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Praxède de Brompton, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 11 juin 1912. Shérif. 2417-2  
Première publication, 15 juin 1912.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } P. J. HEROUX, requérant cession,  
No 164. } contre E. N. HURTUBISE, débiteur cédant, et SYLVIANO DUGAL, curateur.

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME GEORGIANA PLAMONDON, spinster ; against  
No. 360. } FELIX ALPHONSE LARUE, and Aurélien Angers, curator to the said Félix Alphonse Larue, to wit :

1. Lot No. 2694 (two thousand six hundred and ninety four), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on D'Auteuil street—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 2765 (two thousand seven hundred and sixty five), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Sainte Ursule street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Québec, on the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Québec, 20th June, 1912. Deputy sheriff. 2534  
[First published, 22nd June, 1912.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ONESIME LAMBERT ET AL, Plaintiffs ;  
No. 946. } against LOUISIANA AULIN dit JOLIN ET AL, Defendants.

A piece of land situate in the town of Bromptonville, in the county of Richmond, designated under the number twenty-nine-two-forty (29-2-40), on a plan made by Thomas Tremblay, P. L. S., on the twenty fourth day of December, 1902, and designated as a subdivision of the lot number twenty-nine-two (29-2), in the fourth range of the township of Brompton, on the official cadastral plan and book of reference for the said township ; bounded in front partly by Laroque street, and partly by Saint Jean Baptiste street, in rear by land belonging to Rosaire Leblanc, on one side by land belonging to Felix G. Ponton, and on the other side by land belonging to the estate of the late of Joseph Beaudry—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Praxède de Brompton, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 11th June, 1912. Sheriff. 2418  
[First published, 15th June, 1912.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } P. J. HEROUX, petitioner for assignment,  
No 164. } against E. N. HURTUBISE, insolvent debtor, and SYLVIANO DUGAL, curator.

Comme appartenant au dit débiteur cédant, savoir :

Un copeau de terre situé dans le territoire non organisé de la rivière Saint-Maurice, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-huit, trente-neuf, quarante et quarante et un (38, 39, 40 et 41), du troisième rang du canton Carignan.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 3 juillet 1912. 2703  
[Première publication, 6 juillet 1912.]

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure. - District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } IN RE J. E. MAR-  
No 186. } CHAND, requérant-  
cession ; contre PIERRE ARCAND, débiteur-  
cédant, et J. G. Marchand, curateur.

1 Un emplacement situé en la paroisse de Champlain, mesurant environ soixante et neuf perches en superficie, connu et désigné comme faisant partie du numéro cent sept (107), du cadastre officiel de la dite paroisse, comté de Champlain, prenant son front au chemin public, se terminant en profondeur à Philippe Bourbeau, joignant au nord-est J. Lin Grandmont, et au sud-ouest Norbert Arcand, propriétaire du résidu du dit No 107—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Une terre à bois située en la même paroisse, mesurant environ dix-neuf arpents et soixante et dix-neuf perches en superficie, connue et désignée par le numéro quatre cent quarante-six (446), du cadastre de la dite paroisse de Champlain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Champlain, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 12 juin 1912. 2409-2  
[Première publication, 15 juin 1912.]

### Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Antonio Perrault, Joseph Henry Dillon, avocats, Paul Alfred Degroseillers, étudiant en droit, Adolphe Lafontaine, commis et Hormisdas Contant, entrepreneur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de toute sorte de matériaux de constructions, fer, acier, bois, brique, ciment, pierre, sable, gravier et autres matériaux de constructions et produits manufacturés ou non manufacturés ;

Travailler, outiller et mettre en opération des carrières pour la pierre préparée et de construction en général et installer, maintenir et mettre en opération des machines pour écraser la pierre et le gravier et pour la production de la poussière de pierre ;

Outiller, travailler et mettre en opération des puits de gravier et des puits de sable ;

Draguer le sable, gravier et autres matériaux pour la vente, et faire et exécuter des contrats pour le dragage et faire des excavations dans les rivières, ruisseaux, anses, lacs, canaux et cours d'eau en général ;

Construire, acquérir, posséder et employer toute sorte de bateaux, vaisseaux, embarca-

As belonging to the said insolvent debtor, to wit :

A parcel of land situate in the unorganized territory of the Saint Maurice river, known and designated as being the lots numbers thirty eight, thirty nine, forty and forty one (38, 39, 40 and 41), of the third range of the township Carignan.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 3rd July, 1912. 2704  
[First published, 6th July, 1912.]

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court. - District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } IN RE J. E. MAR-  
No. 186. } CHAND, petitioner  
for assignment ; against PIERRE ARCAND, insolvent debtor, and J. G. Marchand, curator.

1. An emplacement situate in the parish of Champlain, measuring about sixty nine perches in superficies, known and designated as forming part of number one hundred and seven (107), of the official cadastre of the said parish, county of Champlain, fronting on the public road and terminating in depth at the property of Philippe Bourbeau, adjoining on the north east J. Lin Grandmont, and on the south west Norbert Arcand, proprietor of the remainder of the said No. 107—with a house and other buildings thereon erected.

2. A wooded land situate in the same parish, measuring about nineteen arpents and seventy nine perches in superficies, known and designated by the number four hundred and forty six (446), of the cadastre of the said parish of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Champlain, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff office, Sheriff.  
Three Rivers, 12th June, 1912. 2110  
[First published, 15th June, 1912.]

### Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of June, 1912, incorporating Messrs. Antonio Perrault, Joseph Henry Dillon, advocates, Paul Alfred Degroseillers, student at law, Adolphe Lafontaine, clerk, and Hormisdas Contant, contractor, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, trade and deal in all kinds of buildings materials, iron, steel, wood, brick, cement, stone, sand, gravel, and all other building materials, and products manufactured or unmanufactured ;

To work, equip and operate quarries for dressed and building stone generally and to install, maintain and operate machinery for crushing stone and gravel and for producing stone dust ;

To equip, work and operate gravel pits and sand pits ;

To dredge for sand, gravel, and other materials for sale, and to enter into and carry out contracts for dredging and making excavations in rivers, streams, creeks, lakes, canals, and water ways generally ;

To construct, acquire, hold and make use of all kind of boats, vessels, craft moved by

tions mus par la vapeur, électricité, rames ou autrement, barques, remorqueurs ou toute sorte de bateaux, quais, hangars, éleveurs et appareils nécessaires pour la mise en opération des objets de la compagnie;

Manufacturer et vendre de la brique, terracotta, tuiles, tuyaux de drainage et d'égoûts et autres productions semblables;

Conduire et faire les affaires de commerçants, constructeurs et entrepreneurs pour les fins de construction, érection, chargement, réparation ou exécution de tout travail en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toute sorte et nature, y compris la location, le tracé et la construction de chemins, murs et égoûts et en général faire et exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles et propriété immobilière ou tout intérêt ou droits en iceux, en faire le commerce autrement et en disposer;

Aider financièrement au autrement les constructeurs, locataires et autres qui désirent construire sur, ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, bâtisses, carrières, puits de sable, puits de gravier ou toute autre propriété immobilière ou tout intérêt ou droit en iceux;

Subdiviser, développer, améliorer et égoutter la propriété immobilière de la compagnie et concéder ou destiner toute partie de la propriété de la compagnie pour parcs, carrés, rues ou autres places publiques;

Eriger et construire des magasins, maisons, maisons d'habitation, maisons à appartement et toutes sortes de bâtisses en général sur la propriété immobilière de la compagnie et de les hypothéquer, vendre, louer, échanger ou transporter autrement, et acquérir ou posséder des hypothèques ou obligations sur le terrain vendu ou disposé par la compagnie ou sur tout autre terrain qui peut paraître convenable;

Acquérir par achat, bail ou autrement des cours d'eau ou pouvoirs d'eau ou tous droits en iceux, les utiliser et développer, octroyer des baux ou droits sur iceux, et vendre et distribuer l'eau pour pouvoir ou autrement, selon qu'il sera nécessaire pour les fins de la compagnie;

Produire l'électricité et installer et mettre en opération l'outillage nécessaire pour employer la dite électricité pour pouvoir, éclairage et chauffage pour les fins de la compagnie;

Fournir et distribuer l'électricité pour pouvoir, chauffage, et éclairage à aucune des maisons, magasins ou bâtisses situés sur la propriété immobilière de la compagnie, et vendre et disposer de tout surplus d'électricité, sujet à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à cette fin dans les comtés de Montcalm, Joliette, L'Assomption, Maskinongé et Berthier;

Aider à l'avancement ou développement de toute compagnie ou corporation dans le but de faire des affaires semblables en tout ou en partie à celles de cette compagnie ou y ayant rapport;

Acheter, acquérir, posséder et vendre des droits de patente, lettres patentes, procédés, devis, inventions, marques de commerce, formules, clientèle et autres droits ayant rapport aux affaires que la compagnie est autorisée à faire;

Souscrire pour, et acquérir et posséder soit comme patron ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et échanger, engager ou disposer autre-

ste. 1, electricity, oars or otherwise, barges, two-boats or any kind of boats wharves, sheds, elevators and appliances necessary for the carrying out of the purposes of the company;

To manufacture and sell brick, terra-cotta, tiles, drain and sewer pipes and such like productions;

To conduct and carry on the business of dealers, builders and contractors for the purposes of building, erecting, altering, repairing or doing any work in connection with any and all classes of building and improvements of any kind and nature, including the locating laying out and construction of roads, walls and sewers and generally to do and perform any and all works as builders and contractors;

To buy, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, mortgage, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of real estate, and real property or any interest or rights therein;

To assist financially or otherwise builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any land or buildings in which the company is interested;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings, quarries, sand pits, gravel pits, or any other immoveable property or any interest or right therein;

To subdivide, develop, improve and drain the immoveable property of the company and to concede or make destination of any part of the company's property for park, squares, streets, or other public places;

To erect and construct stores, houses, dwellings, apartment houses and all kinds of buildings generally on the immoveable property of the company and to hypothecate, mortgage, sell, rent, exchange or otherwise convey the same and to acquire or hold mortgages or hypothecs upon land sold or disposed of by the company or upon any other land which may seem suitable;

To acquire by purchase, lease or otherwise water courses or water powers or any rights in the same, and to utilize and develop, grant leases of or rights over the same, and to sell and distribute water for power or otherwise as may be necessary for the purposes of the company;

To generate electricity and install and operate the necessary equipment to use said electricity for power light and heat for the purposes of the company;

To supply and distribute electricity for power heat and light to any of the houses, stores or buildings situated on the immoveable property of the company, and to sell and dispose of any surplus electricity subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf in the counties of Montcalm, Joliette, L'Assomption, Maskinongé et Berthier;

To assist in the promotion or development of any company or corporation for the purpose of carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or ancillary thereto;

To purchase, acquire, hold and sell patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trademarks, formulae, good-will and other rights relating to the business which this company is authorized to carry on;

To subscribe for, and acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange, pledge, or otherwise dispose of the

ment des actions du capital actions, obligations, débetures de toute compagnie ou corporation dans lesquelles la compagnie est ou sur le point de devenir intéressée financièrement, ou avec lesquelles elle a ou est sur le point d'avoir des relations d'affaires, nonobstant les dispositions de la section 34 de la dite loi ;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, avec toute personne ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, prendre des actions et garanties de toute telle compagnie, les vendre, posséder ou émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires semblables aux objets des affaires de cette compagnie ;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Tirer, faire, accepter et endosser des billets promissoires, lettres de change ou autres instruments négociables ;

Faire toutes affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie en espèce, toutes actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie ;

Payer pour tous services rendus à la compagnie et tous biens et droits acquis par icelle, en la manière qui peut être jugée à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie, sous le nom de "Standard Sand & Gravel Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce ving-sixième jour de juin 1912.

2715

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

shares of capital stock, bonds debentures of any company or corporation in which the company is or is about to become financially interested, or with which it has or it about to have business relations, notwithstanding the provisions of section 34 of the said act ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and particularly for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into an arrangement for sharing profits with any person or company engaged in or about to engage in any business of the nature which this company is authorized to engage in, and to take shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-issu, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To purchase or otherwise acquire any business similar in character and objects to the business of this company ;

To act as agents for any company, partnership or person, carrying on a similar business ;

To draw, make, accept and endorse promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments ;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise which might seem to the company capable of being carried on to its advantage ; ;

To distribute among the members of the company in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To pay for any services rendered to, and any property and rights acquired by the company, in such manner as may deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, under the name of "Standard Sand & Gravel Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of June, 1912.

2716

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec No 27.**
**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Bloom vs Hyams.....	1417
" Buteau vs Demers.....	1417
" Calvé vs Courcelles.....	1416
" Clark vs Weddell.....	1416
" Cloutier vs Roy.....	1418
" Délorne vs Ducharme.....	1417

**ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—  
Bradin vs Sims alias Simmons, 1417.**

**ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.,  
1403.**

**ASSEMBLÉE :—Examineurs du Conseil de l'Ins-  
truction publique, 1406.**

**ASSURANCES :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le  
feu de la municipalité de Windsor, 1419 ; Cie  
d'assurance Mutuelle contre le feu de la pa-  
roisse de Sainte-Marie de Beauce, 1420.**

**BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—  
Assemblée législative, 1414 ; Conseil législa-  
tif, 1412.**

**COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—  
Union Special Machine Coy, 1406.**

**COMPAGNIES LICENCIÉES ET ENREGISTRÉES :—Caisse  
de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour  
Sainte-Germaine, No 903, 1412 ; La Fédéra-  
tion Ouvrière du Nord, 1411 ; L'Assurance  
Nationale des Fermiers, Cie Mutuelle contre  
le feu, 1411 ; The King George Sick Benefit  
Association, 1412**

**DÉCRET CANONIQUE :—Paroisse de Saint-Édouard,  
1420.**

**ÉTAT :—Dépenses d'élection de M. J. N. Garceau,  
district électoral de Maisonneuve, 1419 ; Eug.  
Leclerc, district électoral de Québec Centre,  
1419 ; P. N. Martel, district électoral de  
Trois-Rivières, 1419.**

**ERRATUM :—Page 1315, 22 juin 1912, Nos 2441-  
2, 1416.**

**EXAMEN, BARREAU :—Québec, 1418.**

**EXAMEN :—Bureau des Examineurs des mesu-  
reurs de bois, 1412.**

**FAILLIS :—INSOLVENTS :**

Cambridge Corporation Limited.....	1421
Cartier.....	1422
Chartrand.....	1422
Desautels.....	1421

**LETTRES PATENTES :—**

Crown Furniture Coy, ltd.....	1410
La Cie de Progrès de Saint-Flavien, ltée....	1409
La Société de Constreccion Ouvrière de Chi- coutimi.....	1408

**LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—L'Impri-  
merie Le St-Laurent, ltée, 1411 ; Standard  
Sand & Gravel Coy, ltd., 1427 ; The Quebec  
Land Coy, 1406.**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 27.**
**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Phillips vs Goodman.....	1418
" Pilon vs Bériault.....	1416
" Poulin vs Bernier.....	1418
" Scarff vs Stuart.....	1418
" Seaton vs Mowatt.....	1417
" Wells vs Barbier.....	1417

**ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—  
Bradin vs Sims alias Simmons, 1417.**

**ADVERTISEERS :—Notice to :—Respecting notices,  
etc, 1403.**

**MEETING :—Examiners of the Council of Public  
Instruction, 1406.**

**INSURANCES :—Mutual Fire Insurance Coy of the  
municipality of Windsor, 1419 ; Mutual Fire  
Insurance Coy of the parish of Sainte-Marie  
de Beauce, 1420.**

**PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—  
Legislative Assembly, 1414 ; Legislative Coun-  
cil, 1412.**

**COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Union  
Special Machine Coy, 1406.**

**LICENSED AND REGISTERED COMPANIES :—Caisse de  
Maladie et de Frais Funéraires de la Cour  
Sainte Germaine, No 903, 1412 ; La Fédéra-  
tion Ouvrière du Nord, 1411 ; L'Assurance  
Nationale des Fermiers, Cie Mutuelle contre  
le feu, 1411 ; The King George Sick Benefit  
Association, 1412.**

**CANONICAL DECREE :—Parish of Saint Edouard,  
1420.**

**STATEMENT :—Election expenses of Mr. Garceau,  
electoral district of Maisonneuve, 1419 ; Eug.  
Leclerc, electoral district of Quebec Centre,  
1419 ; P. N. Martel, electoral district of  
Three Rivers, 1419.**

**ERRATUM :—Page 1315, 22nd June, 1912, Nos. 2441-  
2, 1416.**

**EXAMINATION, BAR :—Quebec, 1418.**

**EXAMINATION :—Board of Examiners of Cullers,  
1412.**

**FAILLIS —INSOLVENTS**

Duguay & Cie.....	1422
Paquet.....	1422
Roy.....	1421
Roy.....	1421

**LETTERS PATENTS :—**

La Cie des Terrains de Notre-Dame du Cap..	1407
The Moffat Stove Coy of Weston, ltd.....	1406

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—L'Imprimerie  
Le St-Laurent, ltée, 1411 ; Standard Sand &  
Gravel Coy., ltd, 1427 ; The Quebec Land  
Coy, 1406.**

<b>MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :—</b> Buckingham Est, comté de Labelle, 1405 ; Saint-Théophile d'Ely — comté Shefford, 1405 ; Limoilou—Cité de Québec, 1405 ; Témiscamingue—Laverlochère & Baby, 1405 ; Saint-Rémi de la rivière Métis—Sainte-Flavie, 1405.	<b>SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :—</b> Buckingham East, county of Labelle, 1405 ; Saint Theophile d'Ely—county Shefford, 1405 ; Limoilou — City of Quebec, 1405 ; Témiscamingue—Laverlochère & Baby, 1405 ; Saint Remi of the river Metis—Sainte Flavie, 1405.
<b>NOMINATIONS : —</b>	<b>APPOINTMENTS :—</b>
Commissaires per dedimus potestatem :—District de Roberval, 1403.	Commissioners per dedimus potestatem :—District of Roberval, 1403.
Greffier :—Cour de Circuit, de la Couronne et de la Paix, 1403.	Clerk :—Circuit Court, of the Crown and of the Peace, 1403.
Juges de paix :—Montréal, 1403 ; Rimouski, 1403 ; Chicoutimi, 1404 ; Arthabaska, 1404 ; Montmagny, 1404 ; Beauce, 1404 ; Trois Rivières, 1404.	Justices of the peace :—Montreal, 1403 ; Rimouski, 1403 ; Chicoutimi, 1404 ; Arthabaska, 1404 ; Montmagny, 1404 ; Beauce, 1404 ; Three Rivers, 1404.
PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1404.	PROCLAMATION : —Parliament convoked, 1404.
<b>VENTES PAR LES SHERIFS :</b>	<b>SHERIFFS' SALES :</b>
BEAUCE :—Doyon vs Hébert, 1422 ; Morin vs Vallée, jur., 1422 ; Veilleux vs Beaulieu, 1423.	BEAUCE :—Doy n vs Hébert, 1422 ; Morin vs Vallée, fils, jnr, 1422 ; Veilleux vs Beaulieu, 1423.
BEAUHARNOIS :—Sauvé (Dme et al) vs Sauvé, 1423.	BEAUHARNOIS :—Sauvé (Dme et al) vs Sauvé, 1423.
CHICOUTIMI :—Gaudreau vs Tremblay, 1424.	CHICOUTIMI : — Gaudreau vs Tremblay, 1424.
IBERVILLE :—Richardson et al vs Viens, 1424.	IBERVILLE :—Richardson et al vs Viens, 1424.
MONTRÉAL :—Laviolette (Dme) vs Perreault, 1425.	MONTRÉAL :—Laviolette (Dme) vs Perreault, 1425.
QUÉBEC :—Noël vs Bergeron et al, 1425 ; Plamondon vs Larue, 1426.	QUÉBEC :—Noël vs Bergeron et al, 1425 ; Plamondon vs Larue, 1426.
SAINTE-FRANÇOIS :—Lambert et al vs Aulin dit Jobin, 1426.	SAINTE-FRANÇOIS :—Lambert et al vs Aulin dit Jobin, 1426.
TROIS RIVIÈRES :—Hurtubise, failli, 1426 ; Marchand vs Arcand, 1427.	THREE RIVERS : — Hurtubise, insolvent, 1426 ; Marchand vs Arcand, 1427.

